

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 13/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDILIANS ex IMERYS TC

65 chemin du moulin Caron
69570 Dardilly

Références : UDR-SSDAS-24-264-CR
Code AIOT : 0006103699

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement EDILIANS ex IMERYS TC implanté ZI de Quincieux - BP 10047 69650 Quincieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a pour objectif de clarifier la situation quant aux dépassements des valeurs limites d'émissions en soufre lors des rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDILIANS ex IMERYS TC
- ZI de Quincieux - BP 10047 69650 Quincieux
- Code AIOT : 0006103699
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le site EDILIANS Quincieux comporte une activité de fabrication de tuiles d'argile sur une parcelle d'une emprise de 11 ha, anciennement terres agricoles. Les bâtiments couvrent une surface de 4 ha et ont été construits pour la plupart à la mise en service initiale de la tuilerie de Quincieux, en 1966. Le 1er arrêté préfectoral ICPE date de 1995. Il a été entièrement revu en 2006, avec à cette époque encore 3 lignes de production, dont la Q30 mise à l'arrêt en 2008. Le site reçoit de l'argile de la carrière de Haute-Rivoire (Sainte-Foy-l'Argentière, 69) et a une capacité de production totale de 150 000 t / an. La rubrique ICPE principale est la 2523 : Fabrication de produits céramiques et réfractaires soumise à Autorisation au-delà de 20 t / j. Le site ne relève pas, à ce jour, de la réglementation IED.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rejets atmosphérique	AP Complémentaire du 05/05/2010, article 6	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 8.1	Sans objet
2	Accès au site et transport	Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.5	Sans objet
3	Bruit et vibration	Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit déposer sous 4 mois un dossier justifiant de la maîtrise des risques concernant les VLE en soufre SO₂, complété d'une Étude de Risque Sanitaire et d'une étude géochimique des argiles (seule source notable d'émission de SO₂).

L'exploitant organisera aussi une contre analyse des émissions de fluor gazeux au redémarrage du four (QUI 32) et sera gardée à disposition de l'Inspection des Installations Classées lors de la prochaine inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Implantation fours et séchoirs
Prescription contrôlée : Les fours et séchoirs sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables.
Constats : En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a fait parvenir le plan de l'exploitation. Les fours et séchoirs sont implantés à distance du stockage d'hydrocarbure. Les deux unités sont équipées d'abattage de fluor. Ce point de contrôle n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès au site et transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 2.5
Thème(s) : Autre, Transport
Prescription contrôlée : L'accès au site des poids lourds se fait exclusivement par deux portails situés au Sud-Ouest du site, en liaison avec la route départementale n°51. Concernant le transport des argiles, l'exploitant remet d'ici le 31 décembre 2008 une étude technico-économique concernant le projet d'approvisionnement de la tuilerie par voie ferrée.
Constats : L'accès au site s'effectue par deux portails. Un portail est destiné aux poids lourds approvisionnant le site, le second est destiné au flux de vente. Un projet de création d'embranchement avec les voies ferrées avoisinant le site afin d'approvisionner la tuilerie était à l'étude avec la SNCF. Au cours de l'inspection, l'exploitant a expliqué que ce projet n'était finalement pas possible du fait de la présence d'un pont sur l'itinéraire ne pouvant supporter le tonnage d'argile nécessaire à la tuilerie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bruit et vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/07/2006, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des émissions sonores
Prescription contrôlée : "Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant a diffusé avant la visite d'inspection les mesures de bruit issues de la campagne réalisée en 2024.

Le jour, les niveaux de bruits ambiants sont inférieurs à la valeur limite de 65 dB(A), le niveau maximum relevé étant situé au point n°2 avec 52,9 dB(A).

La nuit, les niveaux de bruits ambiants sont inférieurs à la valeur limite de 55 dB(A), le niveau maximum relevé étant de 48,3 dB(A) situé au point n°2.

Le point de contrôle n'appelle pas de remarque particulière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/05/2010, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets atmosphériques des fours

Prescription contrôlée :

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètre cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et à 18 % d'oxygène. [...]

		Débit (Nm3/h)	Poussières totales	F l u o r gazeux et particules	SOx	NOx	HCl
Q U i 3 1 (U H 5)	Concentration (mg/m3)	30000	20	5	40	70	20
	f l u x (k g / h)		0,6	0,15	1,05	2,1	0,6
Q U i 3 2 (U H 6)	Concentration (mg/m)	45000	20	5	40	70	20
	f l u x (k g / h)		0,9	0,225	1,575	3,15	0,9

Constats :

<p>Les mesures de rejets atmosphériques de 2024 ont été diffusées auprès de l'Inspection des Installations Classées en amont de la visite d'inspection.</p> <p>Les mesures sont non conformes en soufre SO₂: une concentration moyenne de 65 mg/m³ et un flux moyen de 1,68 kg/h.</p> <p>Les mesures sont non conformes en fluor gazeux : une concentration moyenne de 7,94 mg/m³ et un flux moyen de 0,266 kg/h.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant les valeurs d'émissions en SO₂, l'exploitant doit transmettre sous 4 mois un dossier présentant une Étude de Risque Sanitaire et une étude géochimique des argiles (seule source notable d'émission de SO₂) permettant de justifier l'acceptabilité des valeurs mesurées.</p> <p>Une contre analyse des émissions de fluor gazeux sera organisée au redémarrage du four (QUI32) et sera gardée à disposition de l'Inspection des Installations Classées lors de la prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>